

VERS UN NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL DE L'INFORMATION

Hıfzı TOPUZ et Ertuğrul ÖZKÖK

Depuis un dizaine d'années nous assistons à l'apparition de nouveaux concepts dans le domaine de relations internationales. Et dans la plupart des cas ces nouveaux concepts sont en relation entre eux. Deux d'entre eux ont fait l'objet de plusieurs rencontres internationales. Le premier concept, c'est la recherche d'un nouvel ordre économique. Et le second concerne l'ordre international de l'information.

Une regarde sur l'ordre actuel de l'information nous en révèle le trait essentiel: il existe un déséquilibre frappant dans la circulation des informations entre différentes régions du monde, déséquilibre à la fois qualitatif et quantitatif.

En Europe, la plupart des media d'information ont leur origine dans le passé colonialiste des puissances de ce continent. Pendant la première moitié de ce siècle, les changements révolutionnaires en Europe ont fini par y créer des systèmes sociaux économiques différents. On peut affirmer donc que, la nature des relations culturelles des pays européens entre eux celles d'Europe comme continent avec des autres régions du monde, a été déterminée dans une certaine mesure par ce processus historique. Cela nous emmene à conclure qu'à la base de ce déséquilibre en matière de l'information se trouvent les réalités économiques et historiques.

Dans cette approche fondamentale, nous insisterons du cours de cette brève étude, d'une part sur l'état actuel de l'information dans le monde, et d'autre part, sur les travaux de recherche concernant les traits internationaux d'un nouvel ordre de l'information, ainsi que enfin, sur le role de ce nouvel ordre dans les relations internationales.

A- Le Déséquilibre

Comment se manifeste ce déséquilibre? Le déséquilibre existant dans le système mondial de l'information peut etre saisi à deux niveaux:

1- Déséquilibre dans la répartition des ressources matérielles.

2- Déséquilibre dans la circulation des informations.

Commençons par le premier niveau. Il concerne l'infrastructure de l'information. La carte de répartition des ressources matérielles et équipements nécessaires à la production et distribution de l'information révèle en effet une concentration déséquilibrée dans ce domaine. Cette concentration se manifeste à deux niveaux: D'abord, une concentration globale. Et ensuite, une concentration de ressources matérielles au niveau national, c'est-à-dire, les équipements nécessaires pour le fonctionnement des media se répartit de façon très inégale. En d'autres termes, nous observons un déséquilibre écologiques des moyens de diffusion de masse. (voir le tableau ci-dessous).

	Proportion Tiers Monde / Monde entier
Presse: Quotidiens: Tirage:	42 % 11 %
Radio: Emetteurs: Récepteurs:	25 % 10 %
Télévision: Emetteurs: : Récepteurs:	75 % 10 %
Cinéma: Salles : Sièges:	11 % 17 %

Quant au niveau national, on remarque une certaine concentration des récepteur de radio-télévision, de la diffusion de journaux et de salles de cinéma. De ce point de vue, les chiffres concernant la Turquie sont révélateurs.¹

Il existe aujourd'hui en Turquie plus de 4 millions récepteurs de radios déclarés. 33, 77 % de l'ensemble des ces récepteurs

1 Ertuğrul Özkok: "Une Télévision pour tous les Turcs", Thèse de Doctorat, Université de Paris-2, 1976 (polycopié)

se trouvent dans les trois grands départements. En ce qui concerne la télévision, la concentration est assez accentuée. Une étude de la répartition des postes récepteurs selon les départements nous donne l'occasion de voir d'une façon plus concrète l'inégalité qui existe dans ce domaine. En effet 72,8 % des postes en service sont accumulés dans les huit plus grands et plus riches départements de Turquie. Or, cette population ne constitue que 26,2 % de l'ensemble turque. Si l'on considère le total des trois grands départements, l'inégalité s'accroît, car 63,60 % des récepteurs s'y trouvent. Dans cette proportion, Istanbul détient, à lui-seul, près de 35 %. De plus, toujours à Istanbul, on énumère 97 postes récepteurs pour 1000 personnes. Ce chiffre est de 65 pour Izmir et 59 pour Ankara. Par contre dans les régions moins développées du pays la situation est envers. Par exemple à Gaziantep Samsun et Diyarbakır, le nombre de postes récepteurs pour 1000 personnes est respectivement de: 9,8-5,4 et 4,2. La diffusion de journaux montre également une parallèle. Pour illustrer la concentration de la diffusion des journaux, on peut donner l'exemple d'Istanbul. Effectivement, 35 % du tirage annuel des deux grands quotidiens turcs est diffusé uniquement à Istanbul. Or, la population de cette ville ne représente que 8,2 % de la population de la Turquie.

Sur cette infra-structure caractérisée par un déséquilibre écologiques, vient se greffer un système mondial de l'information dont le fonctionnement ne pourrait ne pas souffrir de ce même déséquilibre: une circulation très déséquilibrée des informations entre les divers régions du monde.

Le déséquilibre dans la circulation des informations c'est avant toute chose, la différence entre la quantité d'information qui vient du monde industrialisé vers les pays du Tiers-Monde et la quantité d'informations qui va dans le sens opposé. Précisons tout de suite que le pourcentage varie d'une région à l'autre, et souvent d'un pays à l'autre. Ceci dépend aussi des périodes étudiées. Il y a parfois un silence total sur certains pays, rien ne paraît dans les media du monde industrialisé pendant des mois, parfois il y a des événements considérés importants par les media des pays développés et certains pays du Tiers-Monde sont mis en vedette pour quelques jours.

En ce qui concerne les caractéristiques de ce déséquilibre, nous les regroupons comme ceci:

a- La domination des agences internationales:

L'histoire du colonialisme a joué un rôle déterminant dans le développement des médias internationaux de l'information. Vers la fin du 19. Siècle les agences européennes des informations récemment fondées, ont conclu un accord divisant le monde parallèlement aux sphères d'influence. C'est ainsi que, l'Agence Reuter couvre les pays anglophones d'Afrique et le Commonwealth. En ce qui concerne l'Agence France Presse, elle s'est implantée en Afrique francophone et l'AP et UPI en Amérique Latine.²

Certes, au cours de deux dernières décades la plupart des pays du Tiers-Monde a créé son agence d'information nationale. Mais il y a une très grande inégalité entre les moyens des agences d'information des pays industrialisés et des pays en développement. Voici quelques exemples: l'UPI, agence d'information américaine a 71 ans d'expérience. Elle a été créée en 1907. Elle a 7079 abonnés dans le monde dont 2246 sont à l'étranger. Dans 92 pays, 39 agences nationales et autres sont abonnés à l'UPI. Aux Etats-Unis le nombre des stations de radios abonnées à l'UPI est de 3699. Le nombre de ses bureaux à l'étranger est de 81. l'UPI a un réseau composé de 1823 personnes dont 578 travaillant à l'étranger. Le nombre de mots transmis des Etats-Unis par l'UPI à l'étranger est 11 millions par jour. Le nombre de photos transmises est de 200.

L'Agence d'information américaine Associated Press créée en 1848 a 130 années d'expérience. Elle a des abonnés dans 108 pays. Son budget annuel est de 100 millions de dollars.

L'Agence France Presse est l'héritière de l'Agence Havas créée en 1835. Elle a donc 143 années d'expérience. Le nombre de ses bureaux à l'étranger est de 108. Elle diffuse 3,5 millions de mots par jour.

TASS créée en 1925 a 53 années d'expérience. Le nombre de ses abonnés est de 13.000. Elle a des bureaux et des correspondants dans 110 pays.

2 P. Elliot and P. Golding: "Mass communication and social change: The imagery of development and the development of imagery", *Sociology and Development*, cité par R. Salinas Bascur: "News agencies and the new information order", in, T. Varis, R. B. Salinas, K. Jokelin: "International news and the new information order", Institut of Journalism and mass communication, Un. Of Tampere, 1977 (polycopié)

Voyons maintenant la structure de quelques agences d'information dans les pays du Tiers Monde: la plupart de ces agences d'information s'est créée au cours des vingt dernières années. De nombreuses agences d'Afrique et d'Asie n'ont pas de correspondant à l'étranger: Agence de Presse sénégalaise, Agence Nationale d'Information malienne, Agence Voltaïque de Presse, Agence éthiopienne d'Information, Agence mauritanienne de Presse, Agence d'Information de Mozambique, Agence Madagascar Presse, Agence Burundaise de Presse, Agence Nationale d'Information du Népal, Baghtar News Agency (Afghanistan), Agence d'Information du Lao. Et les autres n'ont de correspondants que dans très peu de pays.

Par manque de bureaux et de correspondants à l'étranger, ce sont les agences internationales qui fournissent les informations aux petites agences nationales. Il y a aussi des accords bilatéraux pour l'échange de bulletins entre les agences nationales. Des agences ayant des possibilités et des moyens techniques pour transmettre leurs informations à l'étranger par téléscripateur cable ou par radiotéléscripateurs sont rares dans les pays du Tiers Monde (l'Egypte, l'Iran, la Tunisie, La Libye, le Zaire, l'Irak, etc.). La grande majorité des petites agences nationales échange leurs informations par poste. Ceci demande évidemment du temps. Alors ce sont les informations des agences internationales qui passent. La conséquence de cette forte implantation de grandes agences est lourde pour les pays en voie de développement. Les media de ces pays dépend largement des agences étrangères dans le domaine des nouvelles régionales et extra régionales. Les trois grandes agences à rayon internationale, (AP, UPI, AFP) assurent plus de 90 % des nouvelles étrangères publiées par les plus grands media de l'Amérique Latine. D'après une étude de CIESPAL, effectuée en 1960, parmi 1308 nouvelles publiées dans la presse Latino-américaine 509 étaient fournies par UPI, 270 par AP, 132 par AFP, 123 par REUTERS-LATIN, par EFE (agence espagnole), 59 par ANSA (agence italienne) 49 par LATIN et 31 par New-York Times. Celle-ci montrent la dépendance des media des agences étrangères.³

La deuxième conséquence de la structure citée ci-dessus est l'existence d'une circulation très déséquilibrée des nouvelles.

3 Etude citée par Fernando Reyes MATTA dans "Development-Dialogue", No: 2, 1976

Dans ce domaine les chiffres fournies par V.G. KULKARNI illustrent d'une façon très concrète le déséquilibre en Asie: AP envoie chaque jour en Asie 90.000 mots. Par contre le nombre quotidien de mots reçus par AP à New York pour une distribution mondiale est de 19.000. UPI, envoie de New York en Asie 100 000 mots par jour. Le nombre de mots dans le sens inverse est de 40.000 à 50.000. REUTER envoie 30.000 mots par jour en Asie et reçoit 15.000.⁴

b- Le déséquilibre en sujets traités:

La domination des agences à rayon internationale fait ressentir son poids sur le choix des régions et sujets à traiter. Le choix fait par les grandes agences est caractérisé par deux traits essentiels: d'abord les nouvelles concernant les pays en voie de développement trouvent une place très improportionnée à leur importance. Bien que ces pays représentent les 2/3 du monde, les nouvelles qui les concernent varient entre 10 et 30 % dans l'ensemble des informations diffusées par les grandes agences internationales. Le résultat de cette situation est évidente: les moyens d'information des pays jeunes n'ont pas accès aux nouvelles en provenance des autres pays en développement, car les media établis dans le pays, l'agence nationale, la radiodiffusion, la presse nationale n'ont aucun correspondant à l'étranger. Ainsi, les media des pays en voie de développement reçoivent leurs informations à travers les agences internationales qui réservent une place prépondérante aux informations du monde industrialisé. Par ailleurs les réseaux de communication directs manquent entre les pays du Tiers Monde. A l'époque colonialiste les réseaux étaient établis à partir de la métropole. Tout était centralisé dans les capitales des pays colonisateurs. Il y a de nombreux exemples: communication entre Ghana et Nigeria passent par Londres; entre Dakar et Abidjan par Paris. (A l'heure actuelle il y a de nombreux projets pour l'établissement de nouveaux réseaux de communication dans des régions en développement, tel que le projet africain PANAFTEL.)

D'autre part, les agences internationales ont des critères différents de ceux des pays du Tiers Monde dans la sélection de

4 "News Flow: An East Asian overview", Document de travail préparé pour la Réunion d'Experts Sur le Développement des Agences d'Information en Asie, Colombo, 5-9 Décembre 1977

nouvelles. Un événement économique dans le domaine de l'agriculture ou de l'industrie dans un pays d'Afrique n'attire souvent pas l'attention d'une agence internationale et elle n'est pas transmise à un pays du Tiers-Monde. Ces critères de sélection mettent parfois, pendant des jours à la une le Président Idi Amin ou l'Empereur Bokassa, et par contre ne passent souvent rien sur la réalisation économique et industrielle et sur la volonté de sortir du sous-développement de certains pays du Tiers Monde.

L'Attention des grandes agences à rayon internationale se dirige plutôt vers les régions en crise. C'est ainsi qu'en 1976 les nouvelles sur les pays en voie de développement ont été largement dominées par les informations venant d'Angola, du Liban, de l'Argentine, et du Sahara Occidental. On sait que toutes ces quatre régions étaient en crise dans la période étudiée.

Quelle est la qualité, le contenu, la substance de ces informations? D'après M. Moustapha Masmoudi, Président du Conseil Inter - Gouvernamental de Coordination de l'information Entre les Pays Non-Alignés, ces informations sont tendancieuses, déformées, bizarres:

"C'est l'aspect négatif des choses qui est mis en relief. Si l'on parle de l'un de nos pays généralement, après un silence prolongé, c'est pour signaler des incidents dans telle ou telle université, un putsch, des grèves, des inondations, un tremblement de terre, que sais-je encore? Ainsi, l'opinion publique des pays industrialisés ne peut retenir qu'une image déformée, très éloignée de la réalité de ce qui se déroule dans son contexte réel."

On peut dire que, les critères de sélection des nouvelles sont, consciemment ou instinctivement, basés sur les intérêts politiques et économiques du système transnational et des pays dans lesquels celui-ci a ses origines. Dans ce contexte la distorsion des informations internationales deviennent une pratique courante. D'après l'excellente étude de J. SOMAVIA, Les distorsions sont pratiquées des façons suivantes:

— l'exagération de certains événements qui n'ont pas une réelle importance.

— assembler des événements isolés et les présenter comme s'ils constituaient un ensemble sans que cet ensemble ait jamais existé,

- une mauvaise présentation qui implique certaines conclusions conformes aux intérêts du système transnational,
- distorsion par le préconditionnement des événements,
- distorsion par silence.⁵

Il y a aussi des distorsions involontaires dans la transmission des nouvelles entre les pays en développement par l'intermédiaire des agences internationales qui ont le monopole dans ce domaine. Il y a donc soit des omissions, soit des distorsions, et à défaut d'information sur les pays du Tiers Monde les médias de ces pays réservent la grande partie de leur contenu aux informations en provenance des pays développés.

B- Développement du concept d'un nouvel ordre international de l'information

Dans une certaine mesure, le concept trouve ses origines dans la terminologie des Nations Unies concernant le nouvel ordre économique international. Cependant il n'est explicitement mentionné dans aucune des déclarations des Nations Unies, comme c'en est le cas pour l'économie. Le concept trouve ses fondements concrets dans les travaux de l'UNESCO qui considère que le nouvel ordre économique international implique nécessairement un nouvel ordre international social et humain. On peut dire que c'est cette considération que se sont entamées les discussions sur la nécessité de changer l'ordre actuel de l'information.

L'UNESCO s'est intéressée à la circulation équilibrée de l'information dès 1968. C'est lors du Symposium sur les moyens d'information et la compréhension internationale, organisé en 1968 par Commission Nationale yougoslave pour l'UNESCO à Ljubljana que les participants ont abordé pour la première fois la question de la circulation déséquilibrée de l'information. Ensuite en 1969 à Montréal, lors de la Réunion d'Experts sur les Moyens d'Information et la Société, que la question fit l'objet d'une étude. Les experts ont précisé que ce que l'on appelle la libre circulation de l'information est en fait, souvent, un mo-

5 J. Somavia: "The transnational power structure and international information: Elements for a Third World policy for transnational news agencies" *Développement-Dialogue*, No: 2, 1976, Dag Hammarskjöld Foundation.

uvement à sens unique, plutôt qu'un véritable échange d'informations.

La 16^e et 17^e Sessions de la Conférence Générale de l'UNESCO constituent deux stades essentiels dans le développement du concept. D'abord en 1970, lors de la 16^e Session de la Conférence Générale que les délégués d'un certain nombre de pays en développement ont souligné la nécessité de faire en sorte que la libre circulation de l'information soit assurée dans les deux sens. Ensuite à la 17^e Session de Conférence Générale en 1972 de nombreux orateurs ont mis l'accent sur la domination culturelle des pays développés et les besoins des pays en développement pour un nouveau système d'échanges de nouvelles entre eux.

La préparation du "Projet de Déclaration des Principes Directeurs de l'Utilisation de la Radiodiffusion par Satellites" pour la libre circulation de l'information en 1972 a donné lieu également à des discussions sur la circulation équilibrée de l'information. Le thème a été repris la même année par une réunion d'experts sur la politique et la planification de la communication, organisée à l'UNESCO (17-18 Juillet 1972). Les experts se demandaient comment on peut garantir le droit de l'homme à l'égalité d'accès à l'information alors que le décalage qui existe en matière d'information entre les pays développés et les pays en voie de développement tend à s'aggraver (para. 119, c). D'après le rapport de cette réunion les satellites de télécommunications offrent la possibilité d'un libre accès à l'information mais ils pourraient aussi servir de base à un "nouveau colonialisme des communications" et un "impérialisme culturel" si la tendance actuelle à une communication à sens unique n'est pas rapidement inversée (Para. II, 9, I).

Au niveau international l'accent a été mis la première fois sur la circulation déséquilibrée des programmes de télévision lors d'un colloque organisé par la Commission nationale finlandaise pour l'UNESCO en collaboration avec l'UNESCO, sur la circulation internationale des programmes de télévision à Tampere (Finlande) en mai 1973. Une année plus tard, en 1974, l'UNESCO a publié une étude rédigée par deux professeurs finlandais, Kaarle NORDENSTRENG et Tapio VARIS, intitulée "La télévision circule-t-elle à sens unique?" D'après cet-

te excellente étude, un courant principal de programmes prend sa source dans les grands pays occidentaux industrialisés (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, RFA) et se dirige vers les pays moins développés.

La 19^e Session de la Conférence Générale de l'UNESCO tenue en 1976 à Nairobi a donné une nouvelle orientation aux activités de l'organisation dans ce domaine. Dans le cadre du plan à moyen terme (1977-1982) de l'UNESCO approuvé à Nairobi, la promotion d'une circulation libre et équilibrée de l'information a été définie comme suit:

Il a été admis de l'avis général, que la plus haute priorité doit être accordée aux mesures visant à réduire l'écart existant dans le domaine de l'information entre les pays développés et les pays en développement et à aboutir à une circulation internationale de l'information plus libre et mieux équilibrée."

C- Les Pays En Voie De Développement Et Le Déséquilibre

Le programme d'action entre les pays non-alignés prend son point de départ dans le processus de décolonisation. Dans le domaine de la communication de masse, l'objectif est de décoloniser l'information. Tapio VARIS compare la déclaration du nouvel ordre économique à celle de droits de l'homme.⁶ Les principes de nouvel ordre économique sont exprimés en des termes comme, l'indépendance et interdépendance au lieu de dépendance, coopération mutuelle. L'objectif est d'essayer d'appliquer ces principes dans le programme d'action qui a pour but de remplacer les relations existantes de dépendance, de domination et d'oppression qui empêchent le développement des peuples.⁷

La recherche d'un nouvel ordre international de l'information trouve ses origines dans les mouvements d'indépendance nationale. Les mouvements de libération nationale en Afrique et en Asie ont attiré l'attention croissante aux valeurs culturelles de ces continents. C'est avec le développement du concept de l'identité culturelle dans les pays du Tiers Monde que la tendan-

6 Tapio VARIS: "The features of a new world information order", Allocution faite à la Conférence Internationale de Chercherus de la paix, décembre 1977, Mexico (polycopié)

7 Tapio VARIS: *ibid*

ce vers la recherche de l'émancipation des moyens de communication s'est développé. Cette prise de conscience s'est développée dans les luttes contre la domination des pays industrialisés en matière de communication. Le développement du concept du nouvel ordre international de l'information a, par ailleurs, accéléré les mouvements pour l'indépendance des pays du Tiers Monde en matière d'information.

Mais c'est beaucoup plus tard qu'une attention spécifique et plus sérieuse a été accordée au rôle de la communication de masse. Dans le cadre de ces efforts 5 rencontres internationales doivent être retenues :

C'est à la Quatrième Conférence au sommet des pays non-alignés réunie en septembre 1973 à Alger que la question de la circulation de l'information a été l'objet de discussions. Dans la déclaration publiée à l'issue de la Conférence, il a été précisé que les pays en voie de développement devraient se concerter dans le domaine des communications de masse pour favoriser les échanges d'idées entre eux sur la base des lignes suivantes :

- Réorganiser les circuits de communications actuels qui sont un héritage du passé colonial et qui ont jusqu'ici entravé les communications libres, directes et rapides entre eux.

- Prendre l'initiative de mesures communes pour réviser les accords multilatéraux actuels afin de réexaminer les tarifs des dépêches de presse et faciliter entre eux des communications plus rapides et moins coûteuses.⁸

Sur la base de ces recommandations les agences d'information d'une dizaine de pays non-alignés ont pris l'initiative de créer un nouveau système d'échange de nouvelles entre elles. En janvier 1975 l'Agence yougoslave d'Information Tanjug a entrepris de centraliser et redistribuer des articles d'agences dans le monde le monde entier. Le pool des agences des pays non-alignés a été créé ainsi sous forme expérimentale.

Une des réunions les plus importantes dans ce domaine est le "Symposium International sur les moyens de développer l'information entre les pays non-alignés" organisé du 26 au 30 mars 1976 à Tunis. D'après le rapport final jusqu'à présent ce

8 On peut trouver une liste complète des réunions internationales faites en 1976-1977 à la fin de cet article.

sont les états développés qui ont imposé leur modèle de civilisation en accentuant le monopole des moyens de communication de masse, de culture et de loisirs; certains peuples ont été portés par un courant d'admiration dont ils sont captifs et qui les conduit à subir le joug d'un modèle de civilisation non conforme au patrimoine national. Or l'indépendance politique et économique ne s'épanouit et ne se complète que par la réalisation d'une indépendance culturelle."

Le Symposium de Tunis a eu de grandes répercussions dans le monde entier. C'est à la suite de cette réunion que les pays non-alignés ont organisé en juillet 1976 la Conférence des ministres de l'information et des directeurs d'agence de presse à New Delhi avec la participation de 62 pays. Les ministres ont recommandé aux Chefs d'Etats des pays non-alignés, la création du Pool des Agences de Presse.

La cinquième Conférence des Chefs d'Etats ou de gouvernements des pays non-alignés a eu lieu un mois plus tard à Colombo (16-19 août 1976). Dans la Déclaration politique publiée à l'issue de la Conférence des Chefs d'Etats ont mis l'accent sur le nouvel ordre international de l'information et sur "la très grande disparité qui ne cesse de s'accroître entre les capacités de communications des pays non-alignés et celles des pays avancés, disparités qu'ils ont héritées de leur passé colonial. Ceci a eu pour résultat de créer une situation de dépendance et de domination dans laquelle la plupart des pays sont réduits à recevoir passivement une information insuffisante, déformée et entachée de préjugés.. Il faut remédier à ce grave déséquilibre et prendre de toute urgence des mesures.."

Quelles sont les mesures à prendre pour remédier à cette situation, pour arriver à une meilleure coopération mutuelle dans ce nouveau domaine? C'est d'abord l'adoption de la recommandation de la Conférence de New Delhi concernant la création du Pool des Agences de Presse. Voici les autres institutions créées à l'issue de la Cinquième Conférence au Sommet de Colombo:

- La création d'un Conseil de coordination des pays non-alignés au niveau gouvernemental pour mettre au point les mesures de coopération dans le domaine de l'information. C'-

est la Tunisie qui est désignée comme le coordinateur de ce Conseil de coordination composé de 15 membres.

— Résolution concernant la constitution du Pool des agences des pays non-alignés et la formation du Comité de Coordination de 14 membres. C'est l'Inde qui est désignée comme coordinateur du Comité.

— La création d'un comité d'experts de 12 membres pour l'examen des tarifs des télégrammes et de l'amélioration des facilités de communications. C'est l'Iraq qui est désigné comme coordinateur de ce comité d'experts.

Le concept fut développé au cours de la même période au sein des pays non-alignés qui ont organisé en mars 1976 le Symposium de Tunis. Deux mois plus tard à Mexico City un important séminaire fut organisé par l'Institut Latino-américain des Etudes Transnationales (ILET) en coopération avec la Fondation Dag Hammarskjöld (24-28 Mai 1976): le séminaire avait pour thème "le rôle de l'information dans le nouvel ordre international". C'est la première fois que d'une manière scientifique la question a été posée. Les documents de base étaient préparés par l'ILET sous la direction de Juan SOMOVIA. SOMOVIA dans son rapport a mis l'accent sur le rôle joué par les agences d'information transnationales. Dans la pratique la libre circulation veut dire que ces agences peuvent déterminer ce qui est la nouvelle. Elles ont le droit de choisir parmi de nombreux événements nationaux et internationaux ceux qui seraient transmis au monde. Elles sont arbitres. Elles ont le monopole dans la libre circulation de l'information, celle entre les pays du Tiers Monde y compris.

D- Les Mesures

Quelles sont les principales mesures proposées pour assurer une circulation plus équilibrée de l'information? Ces mesures peuvent être envisagées essentiellement à deux niveaux:

I- Au niveau international

a- Coopération entre les agences d'information nationales:

La première formule proposée pour un meilleur équilibre de l'information est la coopération entre les agences d'informa-

tion. C'est d'abord à la réunion d'experts sur le développement des agences d'information en Asie (Bangkok, 19-22 Décembre 1961) qu'une coopération entre les agences d'information a été proposée. Celle-ci a donné naissance à l'Organisation des Agences d'Information en Asie (OANA) qui n'a malheureusement pas pu assurer cette coopération pour un meilleur équilibre.

La première réunion d'experts sur le développement des agences d'information en Afrique (Tunis, 1-6 avril 1963) a été la source de nouveaux espoirs pour une meilleure coopération entre les nouvelles agences africaines et arabes qui étaient en état de création ou en voie de développement lors de cette période. Cette réunion a eu pour résultat d'une part la création de l'Union des Agences d'Information Africaines, d'autre part la naissance d'un projet sur l'organisation d'une agence panafricaine d'information. Ce projet développé par l'Organisation de l'Unité africaine a été l'objet de longues discussions dans les milieux africains sans suite concrète. Ce n'est qu'en Novembre 1977 à Kampala (Ouganda) qu'une importante réunion a été organiséé par l'OUA sur le développement de ce projet et pour l'étude des mesures à prendre dans ce domaine.

La Réunion des ministres d'information africains tenue avec la participation de 84 délégués venus de 26 pays a décidé la formation d'un conseil intergouvernemental de l'information en Afrique pour la création de PANA (Agence panafricaine d'Information). Le but de la PANA est d'assurer la diffusion des informations sur la situation sociale économique, culturelle et politique en Afrique et sur la coopération régionale ainsi que sur l'unité politique africaine. Il s'agirait de diffuser les informations africaines en Afrique et à l'extérieur. La PANA aura un siège, une structure administrative et technique des centres régionaux et un budget indépendant. Une Charte de l'information de PANA sera élaborée pour désigner les droits et responsabilités de la nouvelle organisation. Le PANA deviendra opérationnelle en 1980 avec la réalisation du réseau principal de télécommunications assuré par PANAFTEL.

En ce qui concerne l'Amérique Latine la création d'une agence régionale a été proposée d'abord à la Réunion d'Experts sur le Développement des Echanges d'Information en Amérique

Latine organisée à Quito par l'UNESCO (24-30 juin 1975) ensuite à la Conférence Intergouvernementale sur les Politiques de la Communication en Amérique Latine organisée à San José, Costa Rica (12-21 juillet 1976). Les participants ont recommandé à l'issue de cette conférence la création d'une agence d'information de l'Amérique Latine et les Caraïbes, ou d'un consortium d'agences à l'intérieur de la région dont les principes de programmation, le statut, l'utilisation et les autres modalités d'organisation, le fonctionnement seront définis d'un commun accord par les pays désireux d'en faire partie" (Recommandation No. 16).

L'idée de créer une agence de presse entre les pays non-alignés a été lancée d'abord à la Conférence des Chefs d'Etat des Pays Non-Alignés organisée en 1973 à Alger. Ce projet a été réalisé d'abord à titre expérimental en janvier en 1975 sous la direction de l'agence d'information yougoslave Tanjug. C'est après la Conférence Ministérielle des Pays Non-Alignés à New Delhi (juillet 1976) et la Conférence des Chefs d'Etat des pays Non-Alignés à Colombo (Août) que le Pool fut officiellement créé.

La différence entre le fonctionnement du Pool sous l'égide de Tanjug et le Pool après la Conférence de New Delhi et de Colombo est dans la diffusion des nouvelles. Dans la période expérimentale les nouvelles étaient diffusées d'une manière intégrée au bulletin de Tanjug. La Conférence de New Delhi a décidé l'indépendance des nouvelles du Pool. Il s'agissait des accords bilatéraux entre les agences d'information des pays non-alignés pour la réception et la diffusion des nouvelles des pays non-alignés. L'Objet était d'une part la diffusion des nouvelles de ces pays qui étaient omises par les grandes agences internationales et assurer ainsi un équilibre, d'autre part la création d'un réseau de diffusion des nouvelles des pays non-alignés sans passer par les grandes agences et éviter ainsi la distorsion. Il ne s'agissait pas de créer un réseau concurrentiel, mais complémentaire. Il ne s'agissait non plus d'interdire les agences internationales et les agences des pays alignés d'exercer leur fonction dans les pays non-alignés, mais d'assurer un meilleur échange d'informations entre les agences des pays du Tiers Monde.

Quelles sont les difficultés rencontrées dans le fonctionnement du Pool pour la création d'un meilleur équilibre dans la

circulation de l'information d'une part entre les pays non-alignés et les pays industrialisés, d'autre part entre les pays non-alignés eux-mêmes? Il y a avant toute chose les difficultés techniques dans la transmission des nouvelles. Le Pool n'a pas sa propre structure technique de communication. Il est basé sur les moyens de transmission qui existent dans les états membres. Or, ces moyens ne sont pas satisfaisants. La transmission est souvent assurée par les réseaux installés par des organismes multinationaux. Le développement de la transmission par satellite et la création de nouveaux circuits de communications par radio (multichannel et micro ondes) nécessitent des frais considérables qui ne sont pas prévus dans le cadre du Pool.

Le contenu et la qualité des informations diffusées par le Pool exercent également une grande influence sur la réussite de l'opération. Les critères de sélection des nouvelles varient parfois d'un pays à l'autre. Certaines agences d'information donnent parfois la priorité aux nouvelles "protocolaires" telles que les discours des personnalités importantes du pays, leurs déplacements, les visites effectuées par les autorités, etc. Dans la rédaction des nouvelles c'est le style administratif qui domine parfois. Il y a aussi du retard dans la diffusion des nouvelles, qui suit la voie administrative. Ces facteurs jouent un rôle important dans l'emploi des nouvelles par les media des autres pays.

Il y a aussi le manque de cadres professionnels et techniques, la recherche sur les besoins de l'audience en matière d'information, la recherche sur l'évaluation des activités des agences et du Pool, les difficultés dans la création de services de photos de "features", des services économiques, etc. Mais le Pool est encore au début de ses activités. Il a certainement ses propres crises de croissance.

Au cours de ces dernières années il y a eu de nombreuses initiatives pour assurer un meilleur équilibre dans la diffusion des informations par les agences. On pourrait mentionner à cet effet l'organisation des conférences euro-arabes d'agences de presse (la première en novembre 1976 à Tunis, la seconde en juin 1977 à Istanbul), la conférence de directeurs d'agences afro-arabes de l'information en mars 1977 à Tripoli et le projet arabe d'organiser la réunion entre les agences latino-américaines et

arabes qui doit se tenir en 1978. La Réunion d'experts sur développement des agences d'information en Asie (5-9 décembre 1977) a recommandé d'autre part de nouvelles solutions pour le développement des échanges sous-régionaux dans le cadre d'un réseau asiatique. Un groupe de travail constitué à cet effet étudie la réalisation d'un tel projet.

b- Coopération entre les radios et télévisions :

Il existe de nombreuses organisations régionales pour assurer une meilleure coopération et un échange de programmes entre les organismes de radiodiffusion : Union Européenne de Radiodiffusion (UR, créée en 1950) Organisation Internationale de la Radiodiffusion et Télévision (OIRT, créée en 1946), Union de la Radiodiffusion de l'Asie et du Pacifique (ABU, créée en 1964), Union de la Radiodiffusion et Télévision nationales de l'Afrique (URTNT, créée en 1962), Union de Radiodiffusion des Etats Arabes (ASBU, créée en 1969), Association Inter-Américaine de Radiodiffusion (AIR, créée en 1946) Association Catholique Internationale pour la Radio et la Télévision (créée en 1928), Organisation de Radiodiffusion des Etats islamiques (créée en 1975), Commonwealth Broadcasting Association (créée en 1945). Il faudrait ajouter à cette liste une dernière organisation née en octobre 1977 à Sarajevo à l'issue de la Première Conférence de Radiodiffusion des Pays Non-Alignés : "La communauté de la Radiodiffusion des Pays Non-Alignés". Celle-ci est différente des autres, car d'une part elle n'est pas régionale, mais internationale, d'autre part elle est née non seulement pour assurer le développement de l'infrastructure des organismes de radiodiffusion nationale, et la coopération entre eux, mais pour contribuer au "nouvel ordre international de l'information" basé sur l'égalité et la justice. Il y a donc un souci d'assurer un meilleur équilibre dans la diffusion des informations et des programmes de radio et de télévision entre les pays non-alignés. Il s'agit donc d'une organisation similaire au Pool des agences.

c- Tarifs préférentiel dans la transmission des informations :

La presse dans certaines régions et pays bénéficie depuis de longue date du service de télégrammes de presse" qui assure des tarifs préférentiels dans la transmission des informations. Mais l'emploi de ce service nécessite l'accord des gouvernements et surtout des administrations des PTT. Par ailleurs au cours des

dernières années il y a eu des initiatives pour la suppression totale de ce service dans le cadre du Comité Consultatif International du Télégraphe et Téléphone de L'UIT. Or, le système de ces tarifs préférentiels est un instrument pour promouvoir la circulation des nouvelles internationales et atténuer le déséquilibre de l'information. Les pays du Tiers Monde demandent à chaque occasion la généralisation de ce système et l'assurance des plus grands avantages aux moyens d'information dans la transmission des nouvelles. Le Conseil International de Télécommunications de Presse (IPTC) lutte également pour le maintien des tarifs préférentiels.

Le Symposium des Non-Alignés sur l'information (Tunis, mars 1976) a demandé à cet effet la révision des tarifs des télégrammes de presse et d'instituer des communications réciproques plus économiques et plus rapides. D'abord la Conférence des Ministres d'Information des Pays Non-Alignés réunis à New Delhi (juillet 1976), ensuite la Cinquième Conférence au Sommet des Pays Non-Alignés réunie à Colombo (août 1976) ont demandé la création d'un comité d'experts pour l'examen des tarifs et télégrammes et l'amélioration des facilités de communications réciproque. Ce comité a eu sa première réunion en mai 1977 à Bagdad et a demandé une réduction de 50 % pour la presse sur les lignes internationales en location.

2- Au niveau national:

Jusqu'à ces derniers temps la question du déséquilibre en matière d'information n'a été envisagée qu'au niveau international. Mais les efforts d'application (coopération des agences etc.) ont montré combien les blocages au niveau national sont-ils importants pour un bon fonctionnement du système d'information. Car les systèmes des media fonctionnant dans les pays en voie de développement affrontent plusieurs problèmes à l'intérieur de ses frontières nationales. Si ces difficultés ne sont pas éliminées, la circulation des informations si équilibrée soit-elle, risque de rester entre les frontières nationales. Ces blocages qui sont d'ordre structurel, institutionnel, technique et culturel, peuvent être résumés ainsi:

a- Obstacles structurel et institutionnels:

En général, la pauvreté des ressources et les difficultés économiques influencent le fonctionnement des media à trois nivea-

aux: au niveau des équipements en émetteur, au niveau des programmes, et au niveau de la réception. Le coût relativement élevé de l'équipement et l'insuffisance des ressources financières restent toujours des obstacles à franchir. Le phénomène nouveau de ces dix dernières années est la généralisation de satellites dans l'information. Dans ce domaine aussi, les pays en voie de développement s'affrontent aux difficultés économiques et techniques. Il est évident que, depuis les années 60, on enregistre une certaine baisse en ce qui concerne le prix de revient par kilo d'objet satellisé. Et, d'autre part le prix de location de circuit ne fait que baisser.⁹ Mais, par contre les prix prévus pour l'installation des équipements nécessaires à la réception directe reste assez important.¹⁰ Ainsi, suite au développement technologiques, chaque nouveau venu augmente encore les frais de fonctionnement.

La répartition très injuste des richesses dans ces pays, agit en tant que facteur négatif au niveau de la production et de la consommation. On sait que le niveau du revenu fixe avec précision le choix des dépenses des familles. En principe, les familles ayant un revenu faible consacrent la plus grande partie de leurs ressources financières à l'achat des produits de première nécessité (nourriture, logement etc.). Donc, les couches populaires sont obligées de limiter leurs dépenses en ce qui concerne les moyens d'information.

Un des plus grandes obstacles à un nouvel ordre d'information (au niveau national) est le conservatisme des classes dirigeantes. Dans la plupart des pays en voie de développement, les dirigeants ont certaines réticences à l'égard des moyens d'information. Certes, il existe des degrés dans le conservatisme et tous les pays ne se ressemblent pas. Dans la majorité des pays, cependant, les classes dirigeantes n'apparaissent guère soucieuses de mettre ces moyens réellement au service d'une politique de développement. Par conséquent il y a toujours le risque de s'en servir en tant que moyen pour consolider la situation politique actuelle. Dans ces cas, ces pays mettent en place des circuits de

9 Pour le téléphone, la location du demi-circuit téléphonique INTELSAT est passée de 3.800 dollars par mois à 2.800 dollars par mois au cours du mois de juillet 1972

10 "L'Utilisation des satellites de diffusion directe", CNRS, Groupe de travail sur le droit de l'espace.

filtration agissant sur la circulation des informations. Ces circuits agissent sur tous les deux sens: soit sur les informations venant de l'extérieur, soit sur les informations circulant dans les sens opposées.

D'autre part, les pays en voie de développement, dans leur ensemble, souffrent de difficultés bureaucratiques et mauvais fonctionnement des services publics. C'est surtout la lourdeur bureaucratique qui est au centre de ces difficultés. On peut énumérer ces difficultés comme suit:

— Avec certains autres facteurs, les obligations bureaucratiques causent des retards dans la réalisation des projets d'investissement.

— Etant faible les industries de ces pays ont besoins de mesures de protection douanière efficaces. Mais, quelquefois, cette réglementation rude manque de souplesse et devient un obstacle dans la réalisation des réseaux d'information.

— Le système bureaucratique trouve également son reflet à l'intérieur des organismes d'information.

b- Obstacles Techniques et Résistance culturelle

En dehors des difficultés techniques dérivées de la situation économique, il existe des problèmes purement techniques. Un simple regard sur le développement des moyens d'information nous montre que la structure technique offre des complexités sans cesse croissantes. Dans ce domaine, chaque nouvelle technique apporte avec elle une structure plus complexe, voire plus difficile que les précédentes. Ces difficultés sont liées à la dépendance technique, formation du personnel, électrification et à la situation topographique du pays.

Comme dans beaucoup d'autres domaines, les éléments culturels propres à un pays donné influencent très profondément l'implantation et le fonctionnement des moyens d'information. Dans l'utilisation de ces moyens, les pays en voie de développement ont plusieurs obstacles culturels à franchir.

Dans un premier temps, l'existence d'une différenciation culturelle à plusieurs niveaux, crée des difficultés pour trouver un niveau moyen pour le public (soit au niveau du langage, soit au niveau du contenu des émissions). Ici, il y a une caractéris-

tique qui distingue la radio et la télévision des autres moyens d'information. Pour la presse écrite, le problème est plus ou moins résolu. La diversité des journaux et le public touché apporte une réponse. Le problème paraît moins grave pour les pays développés ou il existe une homogénéité plus ou moins grande qui permet aux memes messages d'être accessibles à la majorité des individus. Meme si on est en face d'un public non homogène, ces pays ont la possibilité de diversifier leurs chaînes. Mais, il n'en va pas de meme pour les pays en voie de développement. Tout d'abord, les écarts entre les diverses couches du public sont beaucoup plus marqués. De plus, ces pays sont déjà dans une impasse avec les charges sans cesse croissantes d'une seule chaîne. Donc, il n'est pas question de diversifier le nombre de chaînes (du moins dans un proche avenir).

D'autre part, les déséquilibres éducatifs créés par plusieurs facteurs posent d'énormes problèmes. Il faut ajouter à ceux-ci, le cloisonnement linguistique qui est un facteur négatif pour les media.

En conclusion, les obstacles constitués par les divers facteurs dressent certaines barrières à la circulation des informations à l'intérieur des frontières nationales.

E- De Nouvelles conceptions

Pour assurer un meilleur équilibre dans la circulation des informations il faut de nouvelles conceptions en matière de communication. Celles-ci sont basées sur le nouvel ordre international de l'information qui est orienté vers un changement structural. Le système actuel dans les pays du Tiers Monde est l'héritage du passé, du colonialisme. Les nouvelles infrastructures dans les pays en voie de développement doivent engendrer leurs nouvelles superstructures dans tous les domaines, communications y compris, bien entendu. Il faudrait donc transformer l'ordre actuel en matière de communications. Il faudrait créer des agences d'information dans une nouvelle conception; il faudrait créer des journaux différents dans leur contenu et présentation de ceux des journaux des pays industrialisés: il faudrait organiser les émissions de radio et de télévision avec de nouvelles formes de programmes qui n'existent pas ailleurs: il faudrait assurer la participation et l'accès des masses à la direction des media

sous de nouvelles formules: il faudrait organiser les ministères de l'information dans un esprit correspondant aux conditions économiques, sociales et culturelles des pays. Il n'y a pas de modèle dans les pays industrialisés, tout est à refaire et à inventer. Des pays du Tiers Monde auront ainsi d'autres possibilités de communications entre eux. Ils créeront un nouveau circuit d'information sans passer par les transnationales. Le système qu'ils engendreront aura aussi une validité dans leurs relations avec le monde industrialisé et changera le déséquilibre actuel.

Chahravarti Raghavan dans son exposé sur "une nouvelle structure mondiale de la communication et de l'information" précise quelles nouvelles structures devraient devenir les véhicules pour la circulation des informations vers l'étranger. Ces structures devraient être libres de tout contrôle gouvernemental ou bureaucratique. Elles ne devraient pas être des véhicules de propagande.¹¹

Voilà donc les grandes lignes d'un concept de la circulation équilibrée de l'information, mais quel est l'impact de ce concept sur la circulation actuelle des informations? Dans quelle mesure cette nouvelle tendance et cette lutte pour un nouvel ordre international de l'information ont influencé le flux actuel des nouvelles et des programmes de télévision? Y a-t-il une compréhension réciproque? Y a-t-il une évolution des activités exercées lors de ces dernières années sur le plan international? Y a-t-il des concessions pour assurer une meilleure circulation de l'information? Tout cela reste à étudier et être l'objet de recherches. Mais il y a certainement beaucoup de choses qui changent dans la circulation de l'information et dans le déséquilibre conformiste. Et le nouvel ordre international de l'information sera "une partie intégrante et importante de la grande et difficile oeuvre de transformation du monde" comme le précise le Professeur Nestor IGNAT.¹²

Liste de réunions internationales réalisées pendant la période de 1976-1977.

11 Development-Dialogue, No: 2 1976

12 Nestor IGNAT: "La décolonisation de l'information et ses implications économiques, politiques et culturelles", allocution présentée au 3^{ème} Colloque International des Journalistes à Bagdad 1977 (voir: Le Journaliste Démocratique, No: 3, 1978)

— Symposium International sur les moyens de développer l'information entre les pays non-alignés. Mars 1976, Tunis.

— Séminaire de Mexico sur le rôle de l'information dans le nouvel ordre international de l'information. Mai 1976-Mexico.

— Conférence des ministres de l'information et des directeurs d'agences de presse. Juillet 1976-New Delhi.

— Conférence intergouvernementale sur les politiques de la communication en Amérique Latine et dans les régions des Caraïbes. Juillet 1976 San José-Costa Rica.

— Cinquième conférence des chefs d'états ou de gouvernements des pays non-alignés. Août 1976-Colombo.

— Première conférence euro-arabes d'agences de presse. Novembre 1976 -Tunis

— 19 e session de la Conférence Générale de L'UNESCO. Novembre 1976-Nairobi.

— Deuxième Conférence des directeurs D'agences afro-arabes. Mars 1977 Tripoli.

— Colloque International de l'UNESCO sur "l'échange libre et équilibré de l'information entre les pays développés et en voie de développement" Avril 1977-Florence.

— Table Ronde de Journalistes européens. Avril 1977-Belgrade.

— Seconde réunion internationale sur l'information radio-diffusée. Juin 1977-Caire.

— Séminaire organisé par la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Strasbourg sur "le droit international et la libre circulation de l'information". Juin 1977-Strasbourg.

— Séminaire sur "les communications internationales et la participation du Tiers Monde". Septembre 1977-Amsterdam.

— Troisième Colloque Internationale des Journalistes. Novembre 1977-Bagdat.

— Nouvelles perspectives dans la communication nord-sud. Novembre 1977-Venice.

— Conférence organisée par l'Ecole de Droit et de Diplomatie de Fletcher de l'Université de Tufts sur le "Tiers Monde et la liberté de Presse" Mai 1977.